

## L'architecture collective des solidarités à l'épreuve de la COVID-19

Sylvain A. Lefèvre  
UQAM, CRISES

### ABSTRACT

The global health crisis linked to COVID-19 is putting our healthcare and economic systems to the test while also challenging the architecture of the social ties that connect us with each other, our way of “making society.” Parallels with the hygienist period of a century ago can aid us in seeing the interconnections between philanthropic initiatives and public regulations. Indeed, yesterday and today, the combination of a health crisis and an economic depression brings us to consider the value of life and the price of death. How are we to make these collective choices, for now and for the “world of after,” in a democracy of confinement?

### RÉSUMÉ

La crise sanitaire mondiale liée à la COVID-19 met à l'épreuve nos systèmes de santé et économiques mais aussi l'architecture des liens sociaux qui nous lient les uns aux autres, la manière de « faire société ». Les parallèles avec la période hygiéniste, il y a un siècle, sont éclairants pour saisir le lien entre dynamiques philanthropiques et régulations publiques. Car hier comme aujourd'hui, l'articulation d'une crise sanitaire et d'une dépression économique amène à considérer la valeur des vies et le prix des morts. Mais comment faire ces choix collectifs, pour maintenant et aussi pour « le monde de l'après », dans une démocratie confinée?

**KEYWORDS / MOTS CLÉS** Coronavirus; Economic depression; Hygienist period; Philanthropy; Welfare State / Coronavirus; Dépression économique; Période hygiéniste; Philanthropie; État social

### RETOUR VERS LE FUTUR : IL Y A UN SIÈCLE, L'HYGIÉNISME

Sur le plan de la philanthropie, on peut relever de nombreuses ressemblances entre la recombinaison des solidarités qui s'amorce aujourd'hui et la grande période hygiéniste en Amérique du Nord (du milieu du 19<sup>e</sup> siècle jusqu'au début du 20<sup>e</sup>). Les grandes épidémies de tuberculose—un quart des enfants touchés à New York au début du siècle—furent des catastrophes sanitaires qui ont marqué toute la société. Comme aujourd'hui, leur propagation était liée à un mode de

## Lefèvre (2020)

production (concentration du prolétariat dans les villes de l'ère industrielle) et à des problèmes environnementaux (circulation de l'air et de l'eau). Pour y faire face, les élites politiques et les patrons philanthropes ont engagé un ensemble de réformes, aidés par des médecins et des urbanistes : prophylaxie, sanatoriums, réseaux d'égouts, collecte des ordures, etc.<sup>1</sup> Mais cette mobilisation a aussi été marquée par la mise en place de réseaux de solidarité très importants : structuration de la philanthropie par la création des grandes fondations, innovations sociales comme les « caisses de communauté » (l'ancêtre de Centraide), et surtout de grandes campagnes de dons populaires. En 1905, 5 000 États-Uniens sont impliqués dans la prévention de la tuberculose; ils sont 500 000 en 1915. Au même moment, à Montréal, tandis que les ouvriers mettent en place des caisses mutualistes, J.W. McConnell s'engage dans les grandes campagnes philanthropiques, avec pour acmé la création de sa fondation en 1937. On a donc dans un premier temps un âge d'or de la philanthropie. Celle-ci est même érigée en paradigme politique aux États-Unis sous le gouvernement Hoover, qui promeut « l'État associatif », le localisme, les réseaux d'entraide et la société civile comme charpente de l'action publique.

Or quand la Grande Dépression frappe en 1929, toute cette structure philanthropique s'effondre violemment, sous l'effet d'une très forte augmentation des besoins et d'une baisse des ressources des organismes. Entre 1929 et 1932, faute d'argent, plus d'un tiers des institutions charitables disparaissent aux États-Unis (Zunz, 2012, p. 133). Face à l'explosion de la pauvreté, ce n'est pas la charité et les réseaux philanthropiques, mais le *New Deal* de Roosevelt qui va s'imposer, par la mise à l'avant-plan de l'État non seulement social, mais aussi économique, et la relégation au second plan des réseaux philanthropiques (Zunz, 2012, pp. 135-146; Bielefeld et Chu, 2010, pp. 158-181). Ajoutons que ce sont les deux guerres mondiales (dont la première est immédiatement suivie par la « grippe espagnole », qui fit entre 50 et 100 millions de morts à l'échelle internationale [Peyrat, 2020]) qui ont aussi accentué le périmètre de l'État social, avec la mise en place d'une fiscalité adaptée et de politiques publiques importantes.

### **DE LA CRISE SANITAIRE À LA RÉCESSION ÉCONOMIQUE : LA VALEUR DES VIES ET LE PRIX DES MORTS**

Si l'on trace un parallèle avec aujourd'hui, il faut souligner que la période actuelle a été marquée par un engagement fort de l'État sur le plan sanitaire et socioéconomique, mais aussi par un foisonnement d'initiatives solidaires et philanthropiques, notamment au niveau local. L'entraide s'est déployée en soutien aux plus fragiles, notamment les aînés, et aussi au moyen de gestes de solidarité envers le personnel soignant. D'autre part, les grandes fondations ont réagi assez rapidement, à la fois en relayant les consignes et dispositifs gouvernementaux, en appuyant les initiatives locales et en soutenant les réseaux communautaires, y compris par des fonds d'urgence (Grant-Poitras, Alalouf-Hall et Fontan, 2020; Pole, 2020). Parallèlement, le gouvernement, au niveau provincial et fédéral, a fait appel à la générosité des particuliers, en les enjoignant à donner du sang et à faire du bénévolat dans les organismes communautaires et dans les centres pour aînés. La séquence actuelle est donc marquée par une sorte d'union transversale entre philanthropie et pouvoirs publics autour d'une sauvegarde des vies à tout prix.

Quid de la séquence à venir pour la philanthropie et les solidarités collectives? De nombreux articles économiques nous mettent en garde contre la dépression économique qui nous guette et qui risque d'être aussi forte que celle de 1929 (Touitou, 2020). D'ores et déjà, Imagine Canada évalue la perte financière à cause de la COVID-19 pour les organismes de bienfaisance de 10 à 15 milliards de dollars, et demande la mise sur pied d'un fonds d'urgence de 8 milliards de dollars à Ottawa (Bendali, 2020). Non seulement les grands donateurs et entreprises qui planifient leurs dons vont très probablement revoir à la baisse leurs prévisions devant l'incertitude de cette grande dépression, mais le bénévolat— pierre angulaire du monde communautaire et de l'entraide—est mis à mal par les mesures de distanciation physique. De l'autre côté, la crise sanitaire rend visibles des vulnérabilités et accroît des inégalités déjà très fortes. Parallèlement, tant les dépenses publiques engagées actuellement par les gouvernements que les manques à gagner liés à la dépression à venir annoncent des réaménagements fiscaux majeurs. C'est aussi l'expérimentation, via la PCU (Prestation canadienne

d'urgence), d'un revenu déconnecté du travail, qui relance la réflexion déjà ancienne sur la nécessité d'un revenu de base universel. Enfin, après un engouement collectif pour « aplanir la courbe » et pour la maintenir sous « la droite » des capacités d'accueil de nos systèmes de santé, des voix se font entendre pour souligner que cette « droite » n'est pas une donnée graphique immuable, mais le résultat de choix collectifs. À ce titre, nous payons actuellement la note des coupes budgétaires dans les services sociaux et sanitaires des dernières décennies, par la gestion à flux tendu pour éviter les stocks (notamment de masques) et par la précarisation des conditions de travail du personnel soignant (Grenier et Bourque, 2019). Les économies d'alors se révèlent bien coûteuses aujourd'hui. En somme, plusieurs tendances pointent vers de profondes transformations de nos mécanismes de solidarité collective.

Pour ne prendre qu'un exemple, le sort fait aux personnes âgées dans les CHSLD suscite des indignations croissantes (Derfel, 2020). Par-delà ces élans du cœur fort légitimes et les récriminations portées contre tel ou tel propriétaire négligent, ce sont des questions plus structurelles qui se posent. Qui doit prendre en charge les aînés? L'État, *via* un service public financé par l'impôt? Le marché, *via* une offre lucrative et concurrentielle? L'entraide, *via* la place croissante prise par les proches aidants? (Au Québec, près d'un quart de la population, majoritairement des femmes, remplit déjà la fonction de proche aidante, et les projections démographiques pourraient rendre cette proportion bien plus importante [Dumais, 2018].) L'État, le marché et l'entraide ensemble, mais selon quel dosage et quels arbitrages collectifs? On saisit à quel point le *welfare mix* actuel est mis à l'épreuve par la crise sanitaire au niveau politique, économique, mais aussi moral.

### **COMMENT FAIRE DES CHOIX COLLECTIFS POUR « LE MONDE DE L'APRÈS » DANS UNE DÉMOCRATIE CONFINÉE?**

Les bouleversements actuels annoncent donc de grandes recompositions dans l'architecture des solidarités. Le temps de l'urgence voit l'État reprendre un rôle central, à la fois par sa main gauche (soigner, protéger) et sa main droite (ordonner, punir)—y compris des gouvernements plus enclins depuis des années à valoriser la main invisible du marché—tandis que le réseau communautaire et les acteurs philanthropiques jouent un rôle de soutien (voire de maintien) des solidarités et de l'entraide en période de « distanciation sociale ». Mais quelle sera la place de chacun de ces acteurs dans la « grande dépression » à venir? Les scénarios actuels apparaissent très ouverts. Si, pour un « monde de l'après », certains États s'engagent sur la voie d'un revenu de base (plus ou moins universel), évoquent des renationalisations et réhabilitent le « prendre soin » comme impératif collectif, les structures économiques, politiques et sociales du « monde d'avant » ne seront pas pour autant démantelées. Elles peuvent même trouver dans la situation actuelle des occasions de se réinventer, à l'instar du capitalisme algorithmique (Durand Folco, 2020). De même, la relocalisation économique et le repli nationaliste peuvent être funestes pour les solidarités envers les populations plus lointaines, notamment pour des pays du Sud qui risquent de souffrir très fortement, autant de la COVID-19 que de la grande dépression à venir. Nancy Fraser nous rappelle avec raison que les mécanismes de protection sociale ont beau avoir leur versant d'émancipation, ils ont aussi leur versant de domination quand ils orientent certains vers le marché de l'emploi et certaines vers l'espace domestique, qu'ils dessinent des frontières plus ou moins rigides entre « nous » (les ayants droit) et « eux » (les autres), etc. (Fraser, 2010). Enfin l'articulation entre la crise sanitaire et la dépression économique qui s'annonce amène certains à justifier des logiques sacrificielles par des calculs comptables sur la valeur des vies (et des morts) (Vailles, 2020).

On saisit donc à quel point la situation actuelle pose un défi (avec sa part d'ombre et d'espoir) pour « rebâtir la société »; les recompositions de son architecture peuvent être vigoureuses, comme nous le rappelle le début du 20<sup>e</sup> siècle. Or les choix actuels se déroulent dans une « démocratie confinée », où les gouvernements justifient leurs décisions par des impératifs sanitaires, des contraintes d'urgence et des cadrages scientifiques qui suspendent toute mise en débat. Les activités parlementaires sont, sauf exception, gelées et les partis d'opposition inaudibles ou aphones. Les syndicats sont

## Lefèvre (2020)

déstabilisés par la situation relativement inédite dans le monde du travail : activités économiques en pause, chômage massif mais pour l'instant en partie compensé financièrement, télétravail généralisé brouillant la dichotomie travail/hors travail, travailleurs précaires d'habitude invisibilisés et peu rémunérés dont on découvre aujourd'hui la centralité. Les mouvements sociaux sont atomisés par la distanciation physique et la rue interdite. En somme, un état d'exception, à l'image des gouvernements de guerre, dans lequel la délibération démocratique est suspendue. Alors comment « déconfiner la démocratie » à l'heure de prendre collectivement des décisions décisives pour l'architecture de nos solidarités?

Pour les chercheur.es, un des enjeux est sans doute de faire valoir que l'activité scientifique doit nourrir le débat démocratique et non le clore. Or, la parole experte est souvent présentée depuis le début de la crise de la COVID-19 comme ayant sa sphère autonome, où une vérité d'autorité s'érige, tandis qu'en parallèle la sphère politique serait celle du choix et du débat. Or, au-delà de l'appui sur le savoir spécialisé épidémiologique et d'une décision politique par les élus, les discussions sur le déconfinement, pour ne prendre qu'un exemple, ne nécessiteraient-elles pas d'autres éclairages scientifiques et sociaux afin de garantir une mise en débat féconde? En sciences sociales, quels devraient être les apports, pour envisager un tel processus, des sociologues sur les dynamiques du lien social, des politistes sur les dispositifs d'action publique, des géographes sur la dimension territoriale (pour ne prendre que quelques exemples)? Et du point de vue social, quelles voix prêter aux syndicats, ou encore aux organismes communautaires qui connaissent parfois au plus près les populations fragiles (femmes isolées ou menacées, itinérants, enfants en danger, immigrants sans papiers)? Parce que la situation est urgente et relève d'un enjeu de santé, le croisement des savoirs devrait-il être suspendu? Au contraire, selon un ouvrage de M. Callon, P. Lascoumes et Y. Barthe, publié il y a vingt ans. Cet ouvrage, *Agir dans un monde incertain*, plaide pour la mise en place de « forums hybrides » pour affronter des controverses sociotechniques comme celles que nous connaissons actuellement. Il y a là une piste pour déconfiner la démocratie et la science afin de produire une véritable démocratie sanitaire, tout en donnant un rôle aux organismes communautaires et mouvements sociaux, garants du *care* mais aussi producteurs de connaissances et relayeurs des aspirations de la société civile, y compris de ses franges les plus invisibilisées et les plus inaudibles. C'est aussi à condition de lutter dès maintenant contre ces injustices épistémiques que le « monde de l'après » pourra réduire les injustices sociales.

### NOTE

1. Sur ces alliances réformatrices en France, voir Topalov, 1999.

### RÉFÉRENCES

- Bendali, Nahila. (2020, 5 avril). La philanthropie mise à mal par la pandémie, *Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1691238/covid19-organismes-philanthropie-charite-dons-covid19-quebec>
- Bielefeld, Wolfgang, et Jane Chu. (2010). Foundations and social welfare in the twentieth century. Dans Helmut Anheier et David Hammack (dir.), *American foundations. Roles and contributions* (pp. 158–181). Brookings Institution Press.
- Callon, Michel, Pierre Lascoumes, Yannick Barthe. (2001). *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, collection « La couleur des idées ». Paris : Seuil.
- Derfel, Aaron. (2020, 11 avril). Public health, police find bodies, feces at Dorval seniors' residence: Sources, *Montreal Gazette*. <https://montrealgazette.com/news/local-news/public-health-police-find-bodies-feces-at-dorval-seniors-residence-sources/>
- Dumais, Lucie. (2018, 28 novembre). Le soutien à domicile et aux proches aidants : une incursion nécessaire de la philanthropie? *PhiLab*. <https://philab.uqam.ca/blogue-accueil/le-soutien-a-domicile-et-aux-proches-aidants-une-incursion-necessaire-de-la-philanthropie/>

## Lefèvre (2020)

- Durand Folco, Jonathan. (2020, 2 avril). Cinq thèses sur le capitalisme algorithmique et l'après-COVID-19. *Passerelles*. <https://passerelles.quebec/publication/2020/cinq-theses-sur-le-capitalisme-algorithmique-et-lapres-covid-19>
- Fraser Nancy. (2010, juillet). Marchandisation, protection sociale et émancipation. Les ambivalences du féminisme dans la crise du capitalisme. *Revue de l'OFCE*. <https://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/revue/2-114.pdf>
- Grant-Poitras, David, Diane Alalouf-Hall et Jean-Marc Fontan. (2020, 1 avril). Face au coronavirus, une mobilisation sans précédent des organisations de bienfaisance. *PhiLab*. <https://philab.uqam.ca/blogue-accueil/face-au-coronavirus-une-mobilisation-sans-precedent-des-organisations-de-bienfaisance/>
- Grenier, Josée, et Mélanie Bourque (dir.). (2019). *Les services sociaux à l'ère managériale*. Québec : Presses de l'Université Laval.
- Peyrat, Étienne. (2020, 17 mars). Une grippe à cent millions de morts, La Vie des idées. [https://lavedesidees.fr/IMG/pdf/20200317\\_grippeespagnole.pdf](https://lavedesidees.fr/IMG/pdf/20200317_grippeespagnole.pdf)
- Pole, Nancy. (2020, 9 avril). Face à la crise de la Covid-19, les fondations philanthropiques se mobilisent et innovent. Collectif des fondations québécoises contre les inégalités. <https://www.collectifdesfondations.org/post/face-à-la-crise-du-covid-19-les-fondations-philanthropiques-se-mobilisent-et-innovent>
- Topalov, Christian (dir.) (1999), *Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France (1880-1914)*. Paris : Éditions de l'EHESS.
- Touitou, Delphine. (2020, 10 avril). La pire crise depuis la Grande Dépression, dit le FMI. *Le Devoir*. <https://www.ledevoir.com/economie/576815/la-pire-crise-depuis-la-grande-depression-dit-le-fmi>
- Vailles, Francis. (2020, 7 avril). Sauver des vies, mais à quel coût? *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/affaires/202004/06/01-5268307-sauver-des-vies-mais-a-quel-cout.php>
- Zunz, Olivier. (2012). *La Philanthropie en Amérique : argent privé, affaires d'État*. Paris : Fayard.

## L'AUTEUR / ABOUT THE AUTHOR

**Sylvain A. Lefèvre** est professeur à l'École des sciences de la gestion, à l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Il est le directeur du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) et il est aussi chercheur au PhiLab, le réseau canadien de recherche partenariale sur la philanthropie. Courriel : [lefevre.sylvain@uqam.ca](mailto:lefevre.sylvain@uqam.ca)